**Caroline LE MAO, *Parlement et parlementaires :
Bordeaux au Grand Siècle***

Gauthier Aubert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/390>

DOI : 10.4000/abpo.390

ISBN : 978-2-7535-1509-3

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2008

Pagination : 232-235

ISBN : 978-2-7535-0653-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Gauthier Aubert, « Caroline LE MAO, *Parlement et parlementaires : Bordeaux au Grand Siècle* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 115-1 | 2008, mis en ligne le 30 mars 2008, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/390> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.390>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© Presses universitaires de Rennes

Caroline LE MAO, *Parlement et parlementaires : Bordeaux au Grand Siècle*

Gauthier Aubert

RÉFÉRENCE

Seyssel, Champs Vallon, 2007, 382 p.

- 1 S'ouvrant sur une citation de Montesquieu et s'achevant sur une fable de la Fontaine, le livre de Caroline Le Mao est en quelque sorte une invitation à parcourir le chemin qui va du XVIII^e au XVII^e siècle. Elève d'un Michel Figeac qui a éclairci de manière magistrale, avec d'autres parmi lesquels on citera William Doyle, le XVIII^e siècle parlementaire bordelais, Caroline Le Mao s'aventure dans un XVII^e siècle parlementaire sans doute moins connu. L'ouvrage est en réalité le second volet d'une thèse soutenue à Bordeaux III. Le premier de ces volets, *Les Fortunes de Thémis*, publié en 2006 par la Fédération historique du Sud-Ouest, était une évocation de ces Messieurs à la ville. Cette fois, c'est au palais que les augustes sénateurs sont campés. « D'une régence à l'autre » – titre de la thèse –, soit de la Fronde à la polysynodie, l'auteur propose une relecture de la vision traditionnelle de l'histoire des parlements longtemps vus comme sonnés par la Fronde avant d'être soumis par un Louis XIV incarnation de l'absolutisme triomphant. L'intérêt du poste d'observation bordelais réside en particulier dans le fait que la ville fut on ne peut plus remuante, comme le montrent la fameuse Ormée et la révolte du Papier timbré, qui a commencé sur les bords de la Gironde, ce que les Bretons oublient parfois. Après avoir présenté une institution parlementaire plus « immuable » (p. 13) en apparence qu'en réalité, avec son vaste ressort, ses larges compétences, ses six chambres (si l'on compte celle de l'Edit), son antique palais (l'Ombrière), sa centaine de magistrats, Caroline Le Mao lance le lecteur dans le chaudron bordelais de la Fronde. Dans un contexte local aussi complexe qu'effervescent – le contraste avec Rennes est ici

frappant –, l’auteur présente un parlement défenseur naturel de la province face aux exigences fiscales et finalement plus préoccupé par les enjeux locaux et provinciaux – et en particulier par son hostilité au gouverneur d’Épernon – que par les débats nationaux. S’appuyant sur un « peuple » dont les intérêts convergent avec les siens, et suite au départ de l’intendant et du dit gouverneur, la cour est un temps maître de Bordeaux, mais cela ne dure pas. La position délicate des magistrats durant cette période apparaît en particulier avec la question du financement de l’insurrection puisque le parlement, ironie de l’histoire, pour financer le combat, rencontra en ce domaine les mêmes problèmes que la monarchie. Mieux, il apparut difficile au parlement de lever un impôt, puisqu’il s’était posé en héraut de la lutte anti-fiscale, mais il lui apparaissait par ailleurs problématique de s’emparer des deniers du roi, car cela aurait été rompre la légalité, « un souci qui n’était pas que rhétorique » (p. 94) note Caroline Le Mao, dont la clef de voûte de la démonstration repose sur l’idée que l’ennemi était non le monarque, mais d’Épernon et que l’enjeu du conflit était d’abord la question de la domination locale. Ainsi, contrairement à ce que certaines accusations du temps affirmèrent, les parlementaires ne furent pas « républicains » (p. 97). Ils restèrent malgré tout fidèles à un roi d’où ils tiraient leur pouvoir, d’où une paradoxale et inconfortable désobéissance dans la fidélité. Face à l’intransigeance du pouvoir royal à leur endroit, les magistrats en appelèrent à Condé, ce qui contribua à leur marginalisation dans le jeu politique, « la réalité parisienne se surimposant au jeu bordelais » (p. 99) et le dépassant. L’affaiblissement du parlement fut d’autant plus marqué que, parallèlement, les magistrats ne cessent de se diviser puisqu’il existe une poignée de partisans du pouvoir royal et que les frondeurs s’opposent entre modérés et radicaux. L’institution il y a peu encore omnipotente sombre alors au gré des épurations successives opérées par Condé et l’Ormée, désormais véritables maîtres de la ville. La « rentrée » parlementaire de 1653 est assez pathétique, se déroulant à Agen où la cour a été transférée par le roi, en présence de 14 magistrats, tandis que 8 jusqu’au-boutistes siègent encore dans le palais de l’Ombrière. Au lendemain de l’épreuve, le pouvoir royal joue la modération : le retour à Bordeaux est effectif dès 1654 et nulle chasse aux sorcières n’est organisée. Les magistrats, de leur côté, vont en 1658 à Libourne célébrer Mazarin, pas dupe, comme le « Génie de la France » (p. 114), et le roi descend l’année suivante dans l’hôtel d’un ancien frondeur. À cette date, le parlement a retrouvé des couleurs, dont témoignent les remontrances qu’il adresse dès 1655. Replaçant la cour bordelaise parmi ses pairs, Caroline Le Mao la trouve même plus pugnace que d’autres. Celles de Rennes et d’Aix, en particulier, « paraissent avoir abdiqué toute velléité politique après 1654 », mais son enquête statistique, menée à partir de l’inventaire des arrêts du Conseil, s’achève en 1661, et conduit à s’interroger dans la mesure où John Hurt, étudiant, lui, les années 1661-1675, expose, pour Rennes, une réalité plus contrastée¹. Ainsi l’ordonnance civile est-elle enregistrée en une matinée à Bordeaux, tandis que, selon John Hurt, la cour rennaise lui résiste cinq mois durant. Par là, le travail de Caroline Le Mao a le grand mérite de mettre le doigt sur les lacunes de notre connaissance des parlements de province sous Louis XIV. Un des cœurs de l’ouvrage est atteint aux pages 122-124, quand Caroline Le Mao lance quelques idées sur la fameuse déclaration de 1673 qui ne manqueront pas de susciter intérêt et débats. Ce texte, note-t-elle, est moins une rupture que l’aboutissement d’une progressive politique de pacification – de dépolitisation pourrait-on dire – et n’a pas supprimé un droit de remontrances toujours utilisé par la suite, non sans quelque efficacité parfois. Entretenant l’esquisse d’une audacieuse opération de dépoussiérage

historiographique, elle souligne combien le débat sur le droit de remontrance s'inscrit dans le cadre d'une reconstruction *a posteriori*, qui doit beaucoup aux écrits de Louis XIV, de d'Aguesseau et aux Lumières. Ce faisant, elle vient appuyer ceux des historiens qui remettent en cause le fait que Louis XIV aurait réduit en 1673 les parlements au silence². Assurément il y a là une question qui mérite d'être approfondie, car certes, pour plagier Jean Meyer, il ne s'agit que des parlements, mais à travers eux, c'est toute la question de l'absolutisme qui se trouve posée. Caroline Le Mao montre ainsi un pouvoir qui cherche à placer dans l'institution des hommes surs et appréciés de leurs confrères, dans le but de mener la cour par la « douceur et non par l'affrontement et la contrainte » (p. 130). « Négociation » : voilà le maître mot, à mille lieues de la vision lavissienne si longtemps enseignée. « Moins dogmatique que pragmatique », « moins brutale qu'on a bien voulu le dire » (p. 173), la politique royale, au-delà de coups de force plus ou moins spectaculaires, est faite d'une multitude d'actions discrètes, mais constantes, comme les courriers incitatifs ou les cassations d'arrêts. Comment expliquer dès lors la révolte du Papier timbré qui se conclut par un bien long exil de 15 ans hors de Bordeaux ? C'est que tout n'est pas serein dans le ciel gascon. Depuis le milieu des années 1660, le pouvoir se fait moins conciliant – Caroline Le Mao évoque même une « brutalisation des rapports roi / parlement » (p. 141) –, plus exigeant fiscalement, sans oublier que la construction du château Trompette est un puissant et fédérateur motif d'insatisfaction. L'analyse, notons-le, est gênée par la disparition des registres secrets de la cour, mais il semble se dégager que le parlement, même s'il fut quelque peu dépassé par le tumulte, n'eut pas trop à démériter, voyant même un des siens massacré par les mutins qu'il voulait raisonner. En réalité, le transfert de la cour à Condom était sans doute d'abord, d'après l'auteur, une manière parmi d'autres de punir Bordeaux. Là serait la grande différence avec Rennes, dont le parlement aurait été, lui, puni pour complicité manifeste avec les émeutiers, ce qui est effectivement possible. Le parlement de Bordeaux semble bien mettre du temps à retrouver sa vigueur politique et le contraste paraît ici net avec l'après Fronde. Pourtant, on comprend que, progressivement, le parlement est finalement passé, sous Louis XIV, de l'opposition « ouverte » à l'opposition « couverte ». Le temps de la désobéissance dans la fidélité est bien fini, mais, à la fin du règne, entre mesures financières, guerres, crises et querelle janséniste, on devine les contours de ce qui serait une certaine obéissance dans la défiance. À la naissance du fils du duc de Bourgogne « lorsqu'on a crié « Vive le roi », personne n'a répondu » (p. 159). La mort du Grand roi, pourtant, ne constitue pas une vraie rupture, puisque Caroline Le Mao constate que la fin du règne de Louis XIV voit « un affaiblissement de la pratique absolutiste » (p. 166), que prolonge la Régence première manière. Celle-ci marquerait moins le retour des parlements dans le « jeu politique » que la renaissance de celui-ci accaparé de longues années durant par le Grand roi lui-même, une « repolitisation » en somme. Ce jeu politique connaît une inflexion quand, sur la question très locale de l'hôpital Saint-André, la « lune de miel » (p. 168) entre Orléans et ces messieurs prend fin, dès 1718, ce qui n'est d'ailleurs pas propre à Bordeaux. On en revient alors à des relations que Caroline Le Mao ne craint pas de qualifier de « violentes » (p. 171). D'une Régence à l'autre, l'auteur dresse ainsi le portrait d'un parlement préoccupé en premier lieu par les questions locales, soit celles qui intéressent sa propre place dans la société politique provinciale. Les derniers chapitres consacrés aux magistrats eux-mêmes permettent de présenter les offices, les pratiques professionnelles et les familles présentes au palais. Il y a là des pages d'histoire sociale assurément très utiles. Chemin faisant, Caroline le Mao en profite

pour prolonger ses réflexions sur les liens entre le roi et les magistrats, par exemple en soulignant subtilement, à l'encontre l'image d'officiers « libérés de la tutelle royale par la vénalité » (p. 228), que le monarque, n'a pas renoncé à contrôler les parlementaires, ce contrôle étant cependant plus conciliant que contraignant. Elle insiste également sur les phénomènes générationnels et remarque ainsi que le personnel de la cour a été fortement renouvelée à l'aube du XVIII^e siècle, ces nouveaux venus formant une « génération triomphante » (p. 360) qui n'a connu ni Fronde, ni Papier Timbré, ni exil, ce qui permet de mieux comprendre les inflexions politiques de la fin du règne. Au final, on est impressionné par l'ambition d'un travail qui, si on oublie pas qu'il est à compléter par la lecture des *Fortunes de Thémis*, porte tant sur les questions politiques et institutionnelles que sociales et culturelles, et ce, sur une période de près de cent ans, et pour une institution qui a compté plusieurs centaines d'individus durant cette période. Il s'agit donc bien d'une contribution des plus utiles à la connaissance de la robe du temps de Louis XIV – sans index, hélas – et une invitation à poursuivre les recherches sur ces hautes cours qui, note Caroline Le Mao, furent longtemps bien mal aimées des historiens, un temps qui semble en passe d'être révolu.

NOTES

1. HURT, John, « La politique du parlement de Bretagne, 1661-1675 », *ABPO*, 1974, p. 105-130.
2. Michel Antoine, « Les remontrances des cours supérieures sous Louis XIV (1673-1715) », *Bibl. Ec. Chartes*, 1993, p. 87-122 ; Frédéric Bidouze, *Les remontrances du Parlement de Navarre au XVIII^e siècle*, Biarritz, 2000 ; sur ces questions, voir la synthèse d'Olivier Chaline, *Le règne de Louis XIV*, Paris, 2006, p. 316-322